

Pèp Gwadeloup désann Bastè !

sanmdi 13 mawes a 9è

douvan lanméri la

OU NOU FE YO LAGE MARC-ANTOINE !

■ ■ ■ ■

Le jeune Robert MARC-ANTOINE (22ans), ouvrier agricole à la S.C.E.F.A, creupit dans les geôles coloniales françaises depuis le 17 février dernier. QUE LUI REPROCHE-T-ON ? d'avoir soi-disant participé à une opération commande contre un gèreur de Max MARTIN ! C'est sur la base des déclarations d'un "MAKO" de Max MARTIN qu'il a été arrêté sans aucune preuve. *Aucune charge ne peut être retenue contre lui !*

MARC - ANTOINE EST INNOCENT !

Le 15 février dernier, les Organisations du Mouvement Patriotique avaient appelé à une grève générale et à une manifestation à Capesterre pour soutenir les luttes en cours, et notamment celle des travailleurs de la S.C.E.F.A - S.C.E.P.L.A.G en grève depuis le 20 novembre 1981. C'est ce jour là que l'en apprit la mort mystérieuse de Max MARTIN. Depuis, le gouvernement sociale-communiste français a déclenché une vague de répression judiciaire contre les militants du Mouvement Patriotique. Renouant avec les méthodes qu'ils avaient expérimentées en Algérie, les socialistes français s'adonnent à la torture et aux sévices de toutes sortes contre les militants qu'ils interpellent le plus souvent illégalement. De plus, leurs gendarmes se font volontiers les porte-paroles des gros propriétaires fonciers : c'est très souvent que les gendarmes haut placés affirment à des militants que s'ils ne collaborent pas, ce sont les békés qui vont "régler notre compte". Parallèlement, des militants du Mouvement patriotique reçoivent des lettres de menaces et des coups de téléphone anonymes. Les propriétaires fonciers veulent créer un climat de violence. *Mais il faut qu'ils sachent qu'ils ne nous effraient pas !*

Quant au gouvernement français, il s'est déculété devant les békés. Alors que tous les voleurs de la S.O.D.E.G, de la D.D.E, et de tous les biens publics courent encore, dans le même temps il emprisonne et piétine ceux qui, comme MARC-ANTOINE, se font l'écho de l'appel lancé à Cancun par François MITTERAND lui-même.

Alors que se posent tant de problèmes en Guadeloupe, alors que le gouvernement français et les hommes politiques de "gauche" comme de droite laissent une nouvelle fois peurrir le conflit de la S.C.E.F.A, ils veulent entraîner notre peuple dans une nouvelle mascarade électorale pour élire des "bwabwa" et des voleurs.

LE GOUVERNEMENT FRANCAIS DOIT PRENDRE SES RESPONSABILITES A EGARDES DU CONFLIT DE LA
S.C.E.F.A - S.C.E.P.L.A.G : IL DOIT FAIRE APPLIQUER LES CONCLUSIONS DU MEDIATEUR !

Les Organisations du Mouvement Patriotique (U.C.T.G, S.P.G, S.G.E.G, S.I.P.A.
U.N.E.E.G, A.G.E.G, C.L.P.G, U.P.L.G) appellent l'ensemble des travailleurs et le peuple gua-
deleupéen à se mobiliser et à cesser le travail le SAMEDI 13 MARS 1982 et à descendre en mas-
se à Basse-Terre pour exiger

LA LIBERATION IMMEDIATE DE MARC ANTOINE

JOU NOU KE METE A JOUNOU POKO VWE JOU !

NOU KE GANNYE !

Le 08 mars 1982

Direction Nationale du Mouvement pour l
Unification des Forces de Libération Na
Tionale.

Lagé MARC-ANTOINE é ALEXANDER !

Fèmé sé vòlè a SODEG é DDE la !

Après Robert MARC-ANTOINE, jeté en prison le 17 février 1982, Peter ALEXANDER, ouvrier agricole, a été arrêté le lundi 29 mars. Les colonialistes français ont dépêché plusieurs équipes de "Képis-Rouges" armés de mitraillettes pour se saisir d'un seul homme qui, lui, possède que sa carte de membre de l'UTA comme unique arme !

MARC-ANTOINE et ALEXANDER sont accusés de "tentative de détérioration de matériel agricole par substance explosive". Ces faits se situeraient bien avant la mort de Max MARTIN et concerneraient le véhicule d'un gèreur de la SCEFA, Georges FELIX.

POURQUOI LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS FAIT-IL TOUT CE TAPAGE autour de ce qui apparaît en final de compte comme une banale affaire: un règlement entre un inconnu et un gèreur ? Depuis quand l'Etat français mobilise-t-il autant de magistrats, de forces militaires et de Renseignements Généraux pour répondre à la plainte d'un gèreur, guadeloupéen de surcoût ? Pourquoi maintient-il en prison 2 hommes (dont l'un depuis un mois et demi) contre lesquels n'existe aucune preuve sérieuse ?

LA REPONSE EST SIMPLE : Le Gouvernement français veut faire croire à l'opinion que ces deux travailleurs ont trempé dans la mort de Max MARTIN.

Aussitôt après la mort de ce dernier, les responsables judiciaires de l'enquête et les gendarmes ont volontairement écarté un certain nombre de pistes pour se concentrer uniquement sur les travailleurs de la SCEFA et les dirigeants de l'UTA. Ils ont procédé à des semaines d'interrogations et de perquisitions, faisant subir des sévices et des tortures à plusieurs ouvriers dont une femme, Sonia SAINTE-LUCE.

Aujourd'hui, près de 2 mois après la mort du directeur de la SCEFA, ils sont incapables de révéler le moindre élément suspect dans leurs investigations auprès d'un responsable de l'UTA ou d'un travailleur de la SCEFA; ILS NE PEUVENT PROUVER FORCEMENT CE QUI N'EXISTE PAS!

Mais ils veulent malgré tout faire passer les travailleurs de l'UTA comme auteurs de l'assassinat de Max MARTIN; c'est pourquoi ils ont décidé d'entretenir l'amalgame et la confusion entre, d'une part, cette affaire de meurtre et, d'autre part, le dossier vide d'inculpation de MARC-ANTOINE et d'ALEXANDER...

Alors qu'officiellement les magistrats prétendent qu'il s'agit de deux dossiers différents, "FRANCE-ANTILLES" n'hésitait pas à écrire, après l'arrestation d'ALEXANDER, que "l'état se resserre sur les assassins de Max Martin". La radio gouvernementale a parlé "d'arrestation dans le cadre de l'enquête concernant l'assassinat de Max Martin".

Nous dénonçons avec force et indignation ces manoeuvres viles et démagogiques du Gouvernement colonialiste français, de sa Justice, de ses forces de répression et de ses moyens d'information.

PA MÉLANJÉ MARC-ANTOINE É ALEXANDER AN ZAFÈ A MÒ A MAX MARTIN !

Lagé yo !

Touné souplè

C'est pour s'attirer les bonnes grâces des gros propriétaires fonciers que le Gouvernement français a décidé de jeter en prison ALEXANDER et MARC-ANTOINE tout en fermant les yeux sur les agissements de certains d'entre eux. De même qu'il a capitulé à maintes reprises depuis le 10 MAI devant les politiciens départementalistes de droite, de même le Gouvernement socialiste capitule devant les cris et les menaces des gros propriétaires fonciers dans l'affaire Max MARTIN.

+++ Quelles enquêtes, quelles perquisitions ont-elles été opérées chez ceux qui avaient des démêlés avec Max MARTIN et qui le haïssaient ? RIEN !

+++ Le 10 février 1982, deux jours avant l'attentat contre le véhicule du général, un nervis de Max MARTIN avait menacé d'un fusil chargé une déléguée syndicale et avait été maîtrisé in-extremis. Quelles poursuites ont-elles été engagées contre lui ? AUCUNE !

+++ Plus récemment, des propriétaires fonciers excités se sont ouvertement manifestés en menaces de mort contre des responsables syndicaux et des patriotes. Ils ont entrepris de dresser des listes et d'embaucher des nervis. Le Gouvernement français est au courant de cela. Quelles poursuites ont-ils été déclenchées contre eux ? AUCUNE !

+++ Mieux. Un commandant de gendarmerie n'a pas hésité à utiliser ce contexte de menaces fascistes pour essayer d'obtenir la collaboration de Rosan MOUNIEN dans l'enquête : "Vous avez intérêt à nous aider à trouver les coupables, sinon certains propriétaires fonciers n'hésiteront pas à se venger sur vous et vos amis" a-t-il dit... QUEL IGNOBLE CHANTAGE !

EN DIX MOIS DE GOUVERNEMENT "SOCIALO-COMMUNISTE" FRANÇAIS, LA REPRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES INDEPENDANTISTES A ETE PLUS VIVE QU'EN SEPT ANNEES DE POUVOIR GISCARDIEN ! On emprisonne des travailleurs, on dénonce des indépendantistes, on sanctionne le Président du CUAG pour ses opinions politiques. Or, les politiciens véreux les plus réactionnaires, les gros capitalistes et les gros propriétaires fonciers sont plus privilégiés que jamais.

- Quel "changement" y-a-t-il au Conseil Général ou à la tête des Administrations ?

- Les voleurs de la SODEG ont repris leurs "activités". Ceux de la DSDP vivent tranquillement; le scandale ayant été étouffé...

- Les affaires des gros propriétaires fonciers, des rois de l'import-export, des sociétés françaises et des monopoles de transport (CGM, Air France) sont plus florissantes que jamais !

ALORS ? C'est que l'actuel Gouvernement "socialo-communiste" français est un gouvernement capitaliste-colonialiste.

FAISONS TOUT POUR LIBÉRER MARC-ANTOINE ET ALEXANDER !

Ces deux travailleurs n'ont rien fait. Leur maintien en détention est arbitraire. Nous exigeons leur libération immédiate et sans condition. Les Guadeloupéens n'ont jamais eu peur de la répression qui n'a cessé de jalonner leur histoire. Dans sa rage de vouloir briser le mouvement patriotique guadeloupéen, l'actuel gouvernement prétendument "de gauche" commet là une lourde erreur.

En prison, MARC-ANTOINE et ALEXANDER ont adopté une attitude ferme et courageuse.

Nous, à notre tour, quelles que soient les circonstances (arrestation, interrogation, chantage, intimidation, corruption, etc.) refusons de collaborer avec la gendarmerie, la police et la justice colonialiste.

PAWÒL AN DÈWÒ SÉ KOU SAB AN 80 !

PAWÒL ANDIDAN SÉ KOU SAB AN 80 !

Nous sommes déterminés à libérer notre pays; donc à libérer MARC-ANTOINE et ALEXANDER. La répression colonialiste ne nous effraie pas : WILSON, JARL, FITZ, NOU PA PÈ !

PATRIOTES GUADELOUPEENS !

MOBILISONS-NOUS POUR LIBÉRER CES DEUX TRAVAILLEURS DES
GÉOLES COLONIALISTES FRANÇAISES !

Jou nou bè mètè a joune pòs nou...

1^{er} Mé BASTÉ

Pou nou fé yo lagé

Alexander é Marc-Antoine !

CAMARADES TRAVAILLEURS ! GUADELOUPEENS !

Le 1er Mai est traditionnellement un moment où les travailleurs célèbrent leurs succès, manifestent leur foi dans la victoire finale, c'est-à-dire l'abolition de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est aussi une occasion supplémentaire pour eux de faire le bilan des luttes menées et de renforcer leur unité idéologique et leur détermination, conditions nécessaires à la préparation d'autres batailles, d'autres victoires.

Il est indéniable que les travailleurs guadeloupéens ont raison d'être fiers car l'expérience acquise contribue à développer leur niveau de conscience : que ce soit dans l'industrie sucrière, à Air Guadeloupe, dans le secteur des hôpitaux et cliniques, etc..., ce que les prétendus hommes de gauche qualifient de "changement", les travailleurs, eux, l'appellent renforcement de l'exploitation, développement de l'autoritarisme, détérioration des conditions de vie du peuple guadeloupéen.

- dans l'affaire du licenciement des 6 employées de la cantine de Pointe-à-Pitre, les honnêtes gens ont vu quelle était la véritable nature d'Henri BANGOU, maire de la ville; ils ont reconnu que rien ne le différenciait des autres patrons capitalistes sinon son poste de membre du Bureau Politique du P.C.G.;

- à partir de toutes les magouilles et les macaqueries qui ont eu lieu tous les JOURS au Conseil Général et au Conseil Régional, n'est-ce pas un profond sentiment de dégoût et de mépris qu'éprouve le peuple guadeloupéen à l'égard de tous les "élus" ?

Le 1er Mai arrive à un moment où les travailleurs guadeloupéens sont de plus en plus décidés à prendre leurs responsabilités dans leur pays. Lors du récent congrès de l'UGTG, tous étaient unanimes à proclamer que le changement en Guadeloupe passe nécessairement par l'INDEPENDANCE NATIONALE !

Mais les travailleurs guadeloupéens n'ont pas eu que des motifs de joie :

DEUX VALEUREUX COMBATTANTS DE L'U.G.T.G. PASSERONT LEUR 1er MAI DANS LES GEÔLES DU COLONIALISME FRANÇAIS !

Alors que la justice française n'a aucun élément sérieux, ni contre ALEXANDER, ni contre MARC-ANTOINE, ils sont détenus à la prison de Basse-Terre.

On leur reproche d'être des travailleurs agricoles qui refusent de se soumettre, qui refusent l'oppression coloniale ! On les accuse d'être du côté de ceux qui résistent !

GUADELOUPEENS,

MARC-ANTOINE et ALEXANDER ne seront pas parmi nous pour crier leur haine au colonialisme et à l'exploitation. Mais leur absence doit être pour nous un coup de fouet qui renforce notre courage. IL FAUT QUE MARC-ANTOINE et ALEXANDER ENTENDENT NOS MESSAGES DE SOLIDARITE et sentent notre détermination à faire ce qu'il faut pour qu'ils nous reviennent !

IL NOUS FAUT FAIRE DU PREMIER MAI 1982 UNE GRANDE JOURNÉE DE MOBILISATION CONTRE LA REPRESSION QU'ORGANISE LE GOUVERNEMENT SOCIALO-COMMUNISTE FRANÇAIS DANS NOTRE PAYS !

TOUS AU CHAMP D'ARBAUD A BASSE-TERRE

=====

A 10 HEURES SAMEDI 1er MAI 1982

=====

WOULO POU I' MIÉ

V I V E L E P R E M I E R M A I !

PERSONNELS DE L'EDUCATION !

Faisons du 1er Mai une grande journée de mobilisation contre la répression coloniale, pour l'unité de notre peuple dans sa lutte pour l'INDEPENDANCE NATIONALE !

Ce jour est avant tout celui de la lutte et de la solidarité des peuples et nations opprimés contre le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme.

Les exploiters et les oppresseurs ont toujours cherché à dénaturer cette journée en la transformant en "jour de congé". Mais partout dans le monde et plus particulièrement dans la Caraïbe la prise de conscience et la combativité des peuples se développent impétueusement. En Guadeloupe, notre peuple renforce son unité et sa détermination d'en finir avec l'exploitation et l'oppression coloniale.

PERSONNELS DE L'EDUCATION !

Le colonialisme français a toujours su pratiquer la division. Jadis c'était sur les habitations esclavagistes ou entre les esclaves et les affranchis; naguère ce fut entre les travailleurs ou les ethnies des secteurs agricoles. Mais jusqu'à nos jours, sa plus grande "réussite" a été de creuser un fossé entre les intellectuels (fonctionnaires, membres de professions libérales, etc.) et le monde du travail manuel (ouvriers industriels et agricoles, employés, gens de maison).

Dans l'Education, outre les privilèges et les avantages qu'il nous accorde, il a fait de nous les transmetteurs parfaits de sa culture coloniale, assimilationniste et aliénante au sein du peuple.

Nous devons cesser d'être les instruments passifs de cette politique réactionnaire. Nous devons participer à la libération culturelle, économique et politique de notre peuple; nous devons "retourner aux sources"; nous devons favoriser l'unité et l'esprit de résistance des Guadeloupéens, faire cause commune avec les luttes des autres secteurs de travailleurs (dans la canne, la banane, l'hôtellerie, la santé, etc.).

Nous devons résolument lutter à leur côté lorsque la répression coloniale les frappe, tout comme ils nous soutiennent à leur tour dans un contexte répressif identique...

ALEXANDER E MARC-ANTOINE : LAGE VO !

Aujourd'hui, il s'agit de lutter pour la libération de deux ouvriers agricoles enfermés dans les geôles colonialistes à la suite de la lutte héroïque des travailleurs de la SCEFA à Capesterre-Belle-Eau. A ces deux camarades, la justice coloniale ne reproche que le fait de refuser de courber l'échine face à l'injustice et à l'oppression, tout comme les Marons d'antan ou les combattants d'Ignace et Delgrès, ceux qui ont su précipiter l'effondrement du système esclavagiste en 1848.

ALEXANDER et MARC-ANTOINE doivent être libérés immédiatement et sans condition !

La Guadeloupe est une nation opprimée; les colonialistes de gauche continuent à opprimer les indépendantistes et tous ceux qui remettent en cause, d'une façon ou d'une autre, leur domination. Le 1er Mai 1982 doit donc être placé sous le signe de la RESISTANCE NATIONALE. Notre place se trouve au côté des organisations patriotiques (UGTG, UPG, STPAG, UNEEG) regroupant les travailleurs de tous les secteurs.

AFFIRMONS NOTRE VOLONTE DE NOUS OPPOSER A LA REPRESSON COLONIALE !

EXIGEONS, PAR NOTRE MOBILISATION, LA LIBERATION DES DEUX PATRIOTES EMPRISONNES !

VIVE L'UNITE DE NOTRE PEUPLE ! VIVE L'INDEPENDANCE NATIONALE !

T O U S A B A S S E - T E R R E L E 1 e r M A I A 10 H

au Champ-d'Arbaud

MOBILISONS NOUS POUR FAIRE DU 1^{er} MAI UNE GRANDE JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION COLONIALE

FO YO LAGÉ MARC-ANTOINE É ALEXANDER !

**TOUS A BASSE-TERRE LE SAMEDI 1^{er} MAI 1982
A 10 HEURES, AU CHAMP D'ARBAUD.**

GUADELOUPÉENS,

Le système colonial en Guadeloupe connaît une crise économique, politique et culturelle sans précédent. Cette crise est la résultante de la politique assimilationniste départementaliste. Au terme d'une année de pouvoir socialo-communiste en France, la Guadeloupe demeure plus que jamais colonie française et s'enfoncé inexorablement dans le chaos.

- L'économie guadeloupéenne est asphyxiée quand elle n'est pas tout simplement démantelée. (exemple de l'industrie sucrière)

- La politique sociale faite de petites aides et d'indignité est l'axe principal du colonialisme de gauche en Guadeloupe,

- La mafia s'installe à tous les leviers de l'activité économique et sociale sous l'œil complice du gouvernement français. (exemple des voleurs de la SODEG et de la DDE qui courent toujours.)

- La corruption et la magouille gangrènent les milieux politiques de gauche et de droite. (exemple des récentes élections au Conseil Général puis Régional.)

Face à la faillite du système colonial, le peuple guadeloupéen organise la **RÉSISTANCE**. Le pouvoir colonial recourt à la répression et à la violence réactionnaire, seuls garants de l'ordre colonial ; après un an de pouvoir socialo-communiste nous constatons que notre peuple subi autant de vexations et de répression que sous le pouvoir giscardien. Les colonialistes français maintiennent arbitrairement dans leurs geoles depuis plusieurs semaines **MARC-ANTOINE** et **ALEXANDER**, deux travailleurs agricoles qui ont osé relever la tête face à l'exploitation et à l'injustice. Les faux anticolonialistes du PCG soutiennent ces actes criminels comme ils soutiennent les bourreaux du peuple polonais **JARUSELSKY** et sa clique.

La résistance à l'oppression est un droit naturel.

Faisons du 1^{er} mai une journée de lutte contre la répression coloniale qui s'abat sur notre peuple.

Démasquons aux yeux des autres peuples l'attitude hypocrite et colonialiste des socialistes français.

Mobilisons nous pour exiger la libération immédiate de **MARC-ANTOINE et **ALEXANDER**.**

Unissons nous avec les peuples et nations opprimés du monde entier en lutte contre le colonialisme, le néocolonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme.

**TOUS A BASSE-TERRE LE SAMEDI 1^{er} MAI 1982
A 10 HEURES, AU CHAMP D'ARBAUD.**

**JOU NOU KÉ MÉTÉ A JOUNOU POKO VWÈ JOU.
NOU KÉ GANNYÉ.**

Pointe-à-Pitre, le 21 avril 1982

**Mouvement d'Unification des Forces
de Libération Nationale de la Guadeloupe.**

MAI 1802

MAI 1967

GWADLOUPÉYEN PÉ KÉ JEN OUBLIYÉ

Le souvenir des journées de lutte populaire de mai 1802 et de mai 1967 est gravé dans notre mémoire pour ne jamais s'effacer.

En mai 1802, IGNACE, DELGRES, MASSOTEAU, SOLITUDE et tant d'autres fils de notre peuple ont résisté avec un courage inégalable aux soldats de Napoléon qui avait donné l'ordre de rétablir l'esclavage. Plutôt que de vivre enchaînés, plutôt que de subir mépris et vexations, ils ont su choisir le seul chemin de la liberté et de la dignité, **celui de la lutte.**

En Mai 1967, les ouvriers du bâtiment, en grève pour obtenir d'un patronat méprisant, arrogant et raciste une augmentation de salaire de 2%, étaient rassemblés devant la Chambre de Commerce de Pointe-à-Pitre pour soutenir leurs Représentants syndicaux. Le gouvernement colonialiste français en profita pour provoquer notre peuple et essayer de décapiter le Mouvement indépendantiste en plein développement. Les C.R.S. et les képis rouges reçurent l'ordre de tirer et de tuer. Les 26 et 27 Mai, un véritable massacre a été organisé dans les rues de Pointe-à-Pitre. 49 ouvriers et patriotes, dont Jacques NESTOR, trouvèrent la mort ; des dizaines autres ont été blessés. Aujourd'hui, certains semblent oublier leur responsabilité dans ces sinistres massacres de mai 1967.

NOUS, NOUS N'OUBLIERONS JAMAIS

NOUS AVONS GRAVÉ EN NOTRE MÉMOIRE :

- Le chemin de la liberté et la dignité tracé par IGNACE et DELGRES
- La chasse aux Nègres à laquelle se sont livrés C.R.S. et képis rouges assoiffés de sang en 1967 ;
- Les dizaines de camarades et compatriotes tués ou blessés dans les rues de Pointe-à-Pitre les 26 et 27 Mai 1967
- Les perquisitions, arrestations, dont 18 Patriotes déportés à la prison de la Santé, à Paris,
- Les dénonciations et les appels à la répression lancés de concert par l'U.N.R. et les traîtres de la direction du Parti " Communiste Guadeloupéen " ;
- Les réjouissances auxquelles se livraient les dirigeants du P.C.G. sur la plage de Galbas (Sainte-Anne) alors que le sang de nos frères était à peine séché dans les rues de Pointe-à-Pitre et que la Guadeloupe entière luttait pour libérer ses fils emprisonnés à Basse-Terre et à Paris.

En commémorant ces journées de lutte populaire, **nous penserons à tous ceux** qui n'ont pas hésité à donner leur vie pour notre liberté et notre dignité,

Dans la lutte qu'il a engagé pour son Indépendance Nationale, notre peuple saura puiser dans ce passé glorieux l'expérience, la force, le courage et la volonté qu'il lui faut pour chasser le colonialisme français.

Le Colonialisme français a changé de visage mais n'a pas changé de nature. Les colonialistes de gauche pratiquent la même politique répressive, utilisent les mêmes C.R.S. et képis rouges et, actuellement, détiennent dans leur prison deux patriotes, nos camarades ALEXANDER et MARC-ANTOINE.

Le Mouvement Patriotique appelle tous les anti-colonialistes, tous les guadeloupéens, à l'exception des traîtres à la cause nationale, à participer aux différentes manifestations qu'il organise pour commémorer MAI 1802 et MAI 1967 :

- 26 mai 16 heures : Dépôt de gerbe à la mémoire de Jacques NESTOR place de la Victoire à Pointe-à-Pitre
- 27 mai 19 heures : Meetings régionaux
- 28 mai 9 heures : Dépôt de gerbe à la mémoire de Louis DELGRES à MATOUBA
- 19 heures : **Meeting National suivi de manifestations culturelles à Capesterre-Belle-Eau**
- 30 mai 6 heures : " Koudmen " national à Bonne-Mère (Sainte-Rose)

**JOU NOU KÉ MÉTÉ A JOUNOU POKO VWÈ JOU.
NOU KÉ GANNYÉ.**

Le 14 Mai 1982

**Mouvement d'Unification des Forces
de Libération Nationale de la Guadeloupe.**

LIBERONS MARC-ANTOINE ET ALEXANDER

TOUS A BASSE-TERRE LE VENDREDI 2 JUILLET
A 7 H 30 DEVANT LE TRIBUNAL

le 29 juin 1982

C'EST LA MOBILISATION POPULAIRE QUI A PERMIS QUE DALON SOIT LIBERE MERCREDI DERNIER.

C'EST LA MOBILISATION POPULAIRE QUI PERMETTRA AUSSI D'ARRACHER LA LIBERATION DE MARC-ANTOINE ET ALEXANDER.

Vendredi 2 juillet à Basse-Terre aura lieu le procès de 2 travailleurs Marc-Antoine et Alexander. Rappelons que MARC-ANTOINE et ALEXANDER sont 2 travailleurs de la SCEFA, société bananière anciennement dirigée par Max Martin.

Au cours de la longue grève de la SCEFA il y a quelques mois, un explosif aurait été lancé dans la voiture d'un des gérants de Max Martin. Sur simple dénonciation, Marc-Antoine et Alexander furent arrêtés et emprisonnés, l'un depuis plus de quatre mois déjà, l'autre depuis près de trois mois. Jusqu'à présent, aucune preuve n'a pu être fournie pour établir la culpabilité de ces 2 travailleurs. Tout comme DALON ces 2 travailleurs ont été mis en prison alors qu'il n'existe pas de preuve mais de vagues soupçons sur leur prétendue participation à une telle action violente. En réalité la justice coloniale a tenu à fabriquer de toutes pièces 2 coupables pour ne pas perdre la face. Il s'agissait après l'assassinat de Max Martin à l'issue de la grève de la SCEFA de réprimer sans discernement pour satisfaire le lobby des gros propriétaires et de la bourgeoisie locale... Alors la répression s'est abattue sur MARC-ANTOINE et ALEXANDER.

Voilà un exemple édifiant de la justice coloniale. Une justice hypocrite car même si ces travailleurs sont reconnus innocents juridiquement, on ne pourra jamais leur retirer les mois de prison déjà effectués, on ne pourra jamais effacer la violence que MARC-ANTOINE et ALEXANDER ont déjà subie dans leur coeur, leur esprit et leur chair dans les geôles du colonialisme français.

Aujourd'hui, à la veille de leur procès, il s'agit de protester et de se mobiliser pour empêcher les juges coloniaux de réprimer encore plus durement ces 2 travailleurs.

Il faut exiger leur libération immédiate et sans conditions.

Pour cela les organisations soussignées

Appellent les travailleurs, les jeunes, les anti-colonialistes à se mobiliser pour se rendre en masse vendredi matin au Tribunal de Basse-Terre et manifester leur soutien à MARC-ANTOINE et ALEXANDER.

TOUS A BASSE-TERRE VENDREDI MATIN 2 JUILLET A 7 H 30 DEVANT LE TRIBUNAL.

Un rendez-vous-départ est fixé à 6 H à P.A.P. devant la Salle R. NAINSOUTA
6 H 30 à CAPESTERRE devant le stade

Nous demandons à tous ceux qui possèdent un véhicule de venir à ce rendez-vous pour faciliter le transport du plus grand nombre vers Basse-Terre.

- COMBAT OUVRIER - COMITE DE SOUTIEN A DALON, MARC-ANTOINE ET ALEXANDER
- MOUVEMENT POPULAIRE POUR L'INDEPENDANCE DE LA GUADELOUPE (M.P.G.I.)
- GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE - GROUPE TROTSKYSTE ANTILLAIS

SOLIDARITÉ

AVEC ALEXANDER ET MARC-ANTOINE, DEUX SYNDICALISTES GUADELOUPÉENS VICTIMES DE LA RÉPRESSION COLONIALE !

Le jeudi 13 décembre 1984, deux militants de l'UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DE LA GUADELOUPE (U.G.T.G.) ALEXANDER et Robert MARC-ANTOINE passeront pour la 4^e fois devant la justice française.

De quoi sont-ils accusés ?

En novembre 1981, les travailleurs agricoles de l'habitation bananière SCEFA à Capesterre (Guadeloupe), ont décidé de déclencher une grève pour obliger le propriétaire foncier, Max MARTIN, à respecter leurs droits et leur dignité.

Ils ne pouvaient plus supporter l'arrogance, le mépris et l'exploitation féroce dont ils étaient les victimes.

Malgré le soutien dont bénéficiait Max MARTIN de la part de l'Etat français, de la grosse bourgeoisie commerçante, des gros propriétaires fonciers et de toutes les autres classes réactionnaires, les travailleurs organisés au sein de l'U.G.T.G. ont su faire preuve de courage et de détermination, ce qui leur a permis de remporter une grande victoire.

Le colonialisme et ses alliés ne pouvaient accepter cela. Il leur fallait prendre leur revanche sur les travailleurs. La découverte du cadavre de Max MARTIN leur en donna l'occasion.

C'est ainsi que sur la base des déclarations d'un témoin anonyme dont la justice n'a jamais révélé l'identité, ALEXANDER et MARC-ANTOINE furent inculpés et incarcérés pour des faits insignifiants qui se sont produits pendant la grève avant la mort de Max MARTIN.

Les deux patriotes ont toujours clamé leur innocence. Mais les juges n'avaient qu'un souci : DEFENDRE LES INTERETS DU COLONIALISME.

Devant la mobilisation de l'ensemble du peuple guadeloupéen et le courage inébranlable de ces deux patriotes, la Cour de Cassation a été obligée de désavouer le jugement scandaleux et injuste qui avait condamné ALEXANDER à trois ans de prison ferme et MARC-ANTOINE à dix-huit mois (dont cinq fermes).

La mobilisation unitaire des patriotes guadeloupéens et martiniquais que nous avons réalisée le jeudi 23 août, a permis la libération immédiate d'ALEXANDER après 29 mois de détention arbitraire.

TOUS AU TRIBUNAL DE TARTENSON LE JEUDI 13 DÉCEMBRE 1984 A 8 HEURES !

Les poursuites continuent contre ces deux camarades.

Ils seront de nouveau entendus par le tribunal le JEUDI 13 DÉCEMBRE 1984 à 8 h. Nous devons leur porter un soutien actif, car ils symbolisent le courage, la résistance à l'oppression et à l'exploitation capitaliste-colonialiste.

Rester passif devant la répression coloniale, c'est rejeter l'esprit de résistance et de lutte qui a toujours caractérisé nos deux peuples.

A l'heure où l'Etat français organise des complots pour tenter de dresser nos deux peuples l'un contre l'autre, il est de notre devoir de développer des actions unitaires contre l'ennemi commun qui nous opprime : LE COLONIALISME FRANÇAIS ET SES ALLIÉS.

SOYONS NOMBREUX :

- AU MEETING UNITAIRE LE MERCREDI 12 DÉCEMBRE 1984 A 18 H 30 A RIVIERE-PILOTE !
- AU TRIBUNAL DE TARTENSON LE JEUDI 13 DÉCEMBRE A 8 H !

**TRAVAYÈ GWADLOUP,
TRAVAYÈ MATINIK,
SÉ YONN A LOT !**

LES ORGANISATIONS PATRIOTIQUES GUADELOUPÉENNES :

U.G.T.G. - UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DE LA GUADELOUPE

U.P.G. - UNION DES PAYSANS PAUVRES DE LA GUADELOUPE

S.G.E.G. - SYNDICAT DES INSTITEURS, PROFESSEURS ET AGENTS DE LA GUADELOUPE

S.I.P.A.G. - SYNDICAT DES INSTITEURS, PROFESSEURS ET AGENTS DE LA GUADELOUPE

U.N.E.E.G. - UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS ET ÉLÈVES DE LA GUADELOUPE

BIJENGWA - BIK A JÉNÈS GWADLOUP

K.L.P.G. - KRÉTYEN POU LIBÉRASYON PÈP GWADLOUP

AVEC LA SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE DES ORGANISATIONS PATRIOTIQUES MARTINIQUAISES :

U.G.T.M. - UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DE MARTINIQUE

C.S.T.M. - CENTRALE SYNDICALE DES TRAVAILLEURS MARTINIQUAIS

C.N.C.P. - CONSEIL NATIONAL DES COMITÉS POPULAIRES

M.I.M. - MOUVEMENT INDÉPENDANTISTE MARTINIQUAIS

Martinique, le 3 décembre 1984